

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT

Meurthe-et-Moselle

COMMUNE DE MALZÉVILLE

ARRONDISSEMENT

Nancy

CANTON

Saint-Max

## SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 FÉVRIER 2024

### DÉLIBÉRATION N° 2024\_014

**Rapporteur : Gilles MAYER**

### Objet : Débat sur les orientations budgétaires 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf février à dix-neuf heures, le conseil municipal de Malzéville, étant assemblé en séance ordinaire, à la Maison commune, sous la présidence de Bertrand KLING, Maire.

Nombre de conseillers			<u>Présent-es :</u>
en exercice	présents	votants	
29	21	29	Bertrand KLING - Irène GIRARD - Jean-Marie HIRTZ - Malika TRANCHINA - Pascal PELINSKI - Gaëlle RIBY-CUNISSE - Gilles MAYER - Philippe BERTRAND-DRIRA - Stéphanie GRUET - Jean-Pierre ROUILLON - Jessica NATALINO - Jean-François HUGUENIN-VIRCHAUX - Yves COLOMBAIN - Elisabeth LETONDOR - Daniel DIREZ - Jean-Marc RENARD - Paul LEMAIRE - Pierre BIYELA - Francis SCHILTZ - Corinne MARCHAL-TARNUS - Salvatore LIVOLSI
Date de convocation			<u>Excusé-es :</u>
13 février 2024			
Date de publication			Alexandra VIEAU procuration à Gilles MAYER - Daniel THOMASSIN procuration à Pascal PELINSKI - Aude SIMERMANN procuration à Jean-Marie HIRTZ - Gilles SPIGOLON procuration à Irène GIRARD - Claire FLORENTIN-POIZOT procuration à Malika TRANCHINA - Marie-Claire TCHAMKAM procuration à Bertrand KLING - Agnès JOHN procuration à Elisabeth LETONDOR - Jean-Yves SAUSEY procuration à Corinne MARCHAL-TARNUS
Transmis en préfecture le			
23 février 2024			
Rubrique : 7.1			

Il a été procédé, conformément à l'article L2121-15 du code général des collectivités territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil : Yves COLOMBAIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le rapport d'orientations budgétaires 2024 annexé à la présente délibération,

Le débat sur les orientations budgétaires (DOB) a pour objectif d'éclairer le vote des élu-es sur le budget de la ville. Son organisation constitue une formalité substantielle destinée à préparer le débat budgétaire et à donner aux élu-e-s, en temps utile, les informations nécessaires pour leur permettre d'exercer leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget primitif.

Il porte ainsi sur :

- les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre,
- la présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme,
- des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget

La tenue d'un tel débat est une obligation légale pour les communes de 3 500 habitants et plus. Dans le cadre du référentiel M57, le rapport sur les orientations budgétaires préalable au débat doit intervenir dans un délai de 10 semaines maximum avant le vote du budget primitif.

Le rapport sur les orientations budgétaires a été présenté à la commission finances et ressources humaines du 12 février 2024.

#### **Le conseil municipal,**

après en avoir délibéré,  
à l'unanimité

**prend acte** de la tenue du débat d'orientations budgétaires sur la base du document DOB 2024 joint en annexe de la présente

**autorise** le maire à signer tout acte et à prendre toute décision nécessaire à l'application de la présente délibération

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Au registre figurent les signatures

Le Maire,

Bertrand KLING



Le secrétaire de séance,

Yves COLOMBAIN

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés faire l'objet des recours suivants :

- **recours administratif gracieux auprès de mes services,**
- **recours contentieux pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nancy.**

# **DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2024**



**CONSEIL MUNICIPAL DU 19 FÉVRIER 2024**

# **2024 UNE ANNÉE À LA CROISÉE DES CHEMINS POUR MALZÉVILLE**





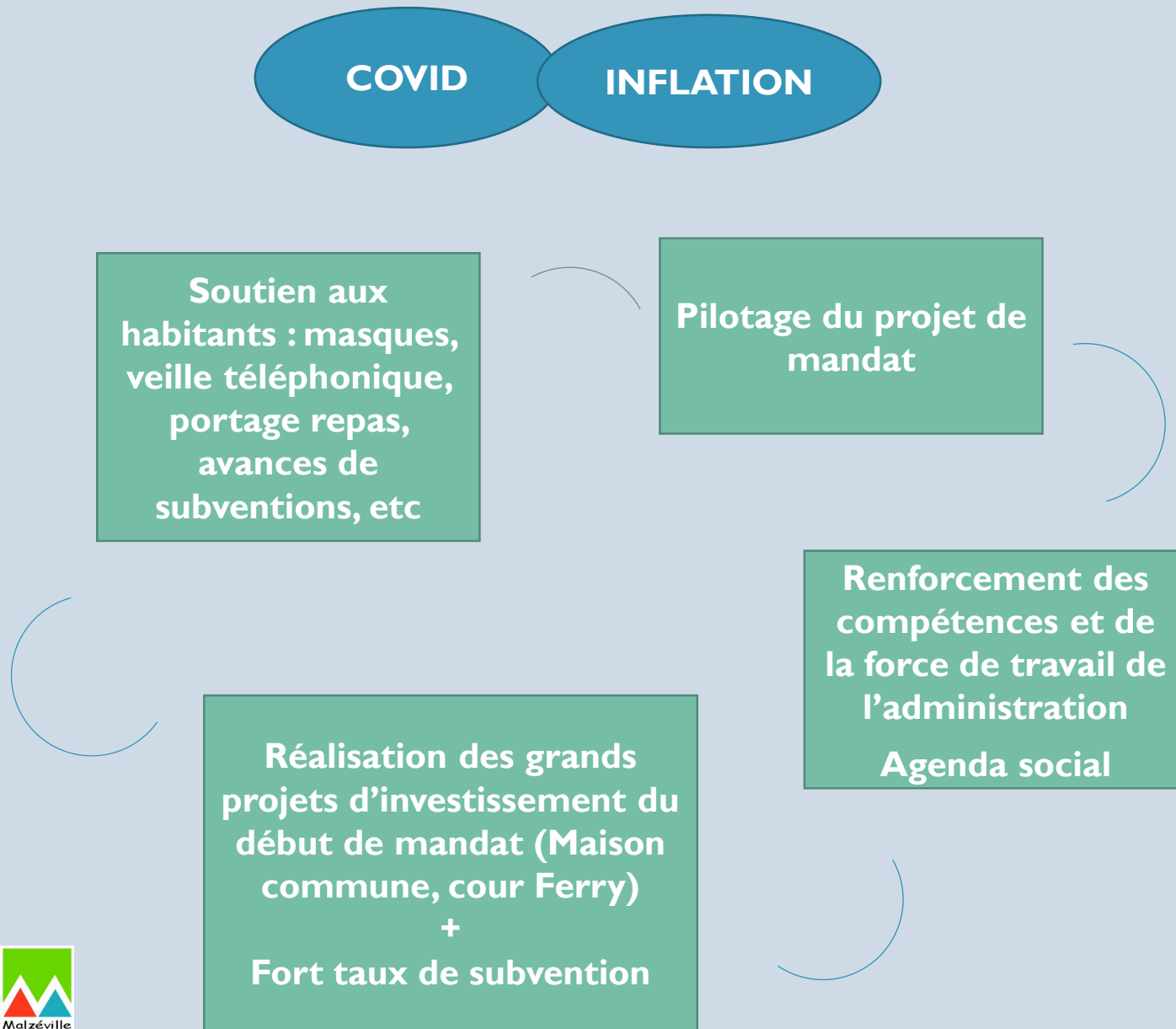
### 5 priorités de gestion :

- Maîtrise des dépenses de fonctionnement
- Optimisation des recettes
- Mobilisation soutenable des ressources
- Consolidation des ratios
- Confortement des investissements



Une structuration budgétaire et comptable  
au service de la performance et de  
l'appropriation collective

**LA STRATÉGIE  
BUDGÉTAIRE ET  
FINANCIÈRE  
POSÉE DÈS LE  
DÉBUT DU  
MANDAT**



**UNE STRATÉGIE  
QUI A PERMIS  
DE FAIRE FACE  
AUX DÉFIS DU  
DÉBUT DE  
MANDAT**

# A MI-MANDAT : DES RATIOS BUDGÉTAIRES ET FINANCIERS CONSOLIDÉS

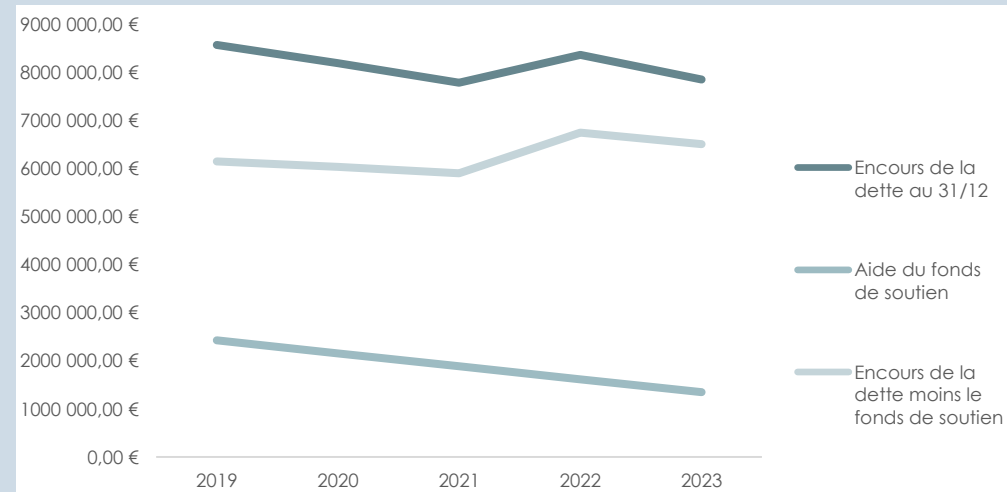
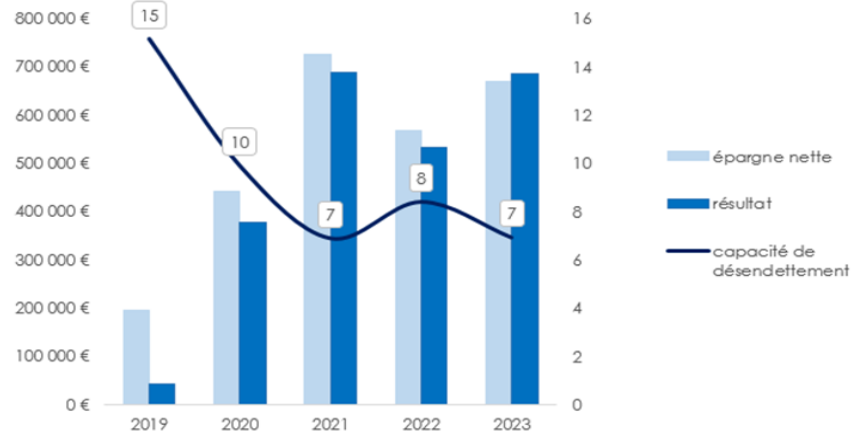
## Epargne nette :

- 2019 : 196 000 €      2023 : 670 300 €

## Capacité de désendettement :

- 2019 : 15 ans      2023 : 7 ans

ÉVOLUTION DES DIFFÉRENTS INDICATEURS ENTRE 2019 ET 2023



## Encours de la dette :

- 2022 : 6,742 M€      2023 : 6,503 M€

## Dette par habitant :

- 2022 : 810,73 €      2023 : 780,73 €

### 3 analyses prospectives :

- Données de conjoncture / finances publiques locales
- Impact sur le budget de la commune
- Besoins de financement en investissement

**UN SOCLE  
POLITIQUE ET  
FINANCIER  
FRAGILISÉ PAR  
LA  
CONJONCTURE**

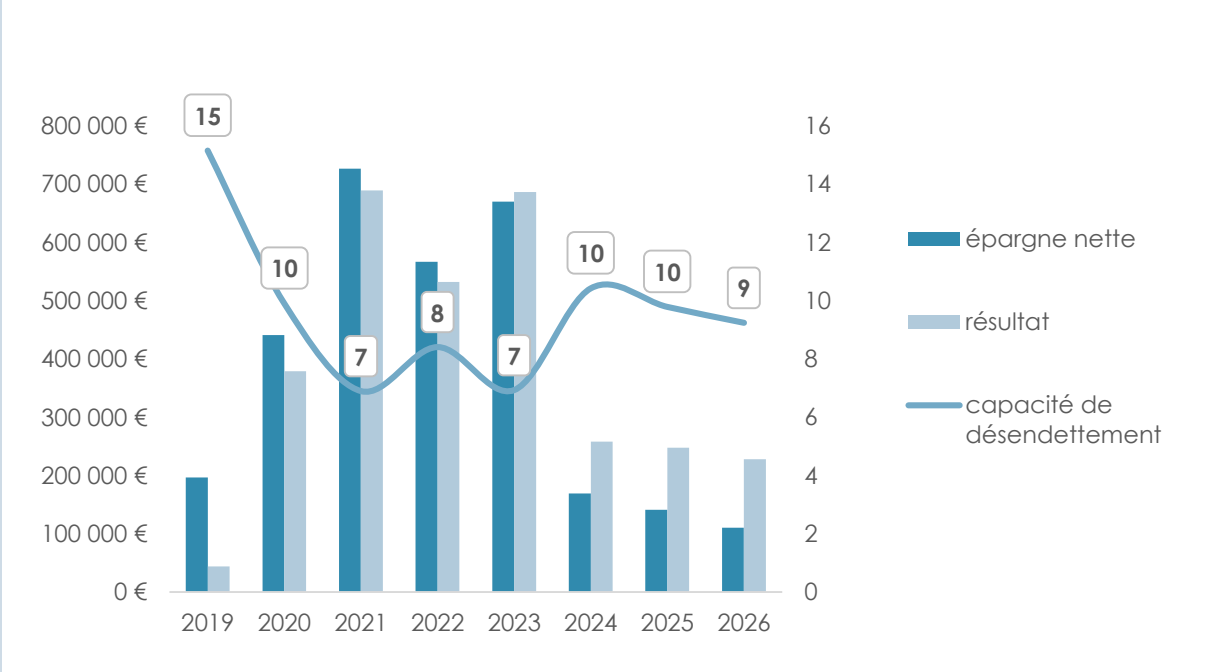


## Les données de conjoncture

Perspectives d'évolution des dépenses de fonctionnement 2023 – 2026 (Prospective)		Perspectives d'évolution des recettes de fonctionnement 2023 – 2026 (Prospective)	
<b>Inflation</b>	<b>+3 % / an</b>	<b>Fiscalité foncière</b> - Reval physique - Reval forfaitaire - Compensations fisc	<b>+2 % / an</b> <b>+3,8 % en 2024</b> <b>+2,5 % ann suiv</b> <b>0 %</b>
<b>Prix des énergies</b>	<b>-31 % en 2024</b> <b>+3 % ann suiv</b>	<b>Dotations :</b> - Part forfaitaire - DSR - Dot péréquation	<b>-1 % / an</b> <b>+7 % / ans</b> <b>-1 % / an</b>
<b>Masse salariale (012)</b>	<b>+3 % / an</b>	<b>Droits de mutation (DMTO)</b>	<b>0 %</b>
<b>Prestations de service</b>	<b>+28 % en 2024</b> <b>+3 % ann suiv</b>	<b>PFF MGN</b>	<b>0 %</b>
<b>Transports scolaires</b>	<b>+22 % en 2024</b> <b>+3 % ann suiv</b>	<b>Fonds de soutien emprunts</b>	<b>0 %</b>
		<b>Produits du domaine</b>	<b>0 %</b>
		<b>Prestations services :</b> - Périscolaire - Autres presta	<b>12 %</b> <b>0 %</b>

# A court terme : une capacité d'agir fragilisée par la conjoncture

Impact de la conjoncture sur les ratios budgétaires et financiers



Impact de la conjoncture sur la capacité d'investissement de la commune

	Résultat de fonctionnement	Epargne nette	Capacité de désendettement	Capacité d'investissement Moyenne/ an
2024	258 317,56 €	169 140,87 €	10	593 000,00 €
2025	247 824,02 €	141 281,40 €	10	
2026	227 914,61 €	110 257,58 €	9	

## Des besoins en investissement ambitieux

---

### Besoins courants d'investissement 200 000 €/an

*(entretien du patrimoine, équipements  
espace public, fonctionnement des  
services, flotte automobile, convention  
foncière, etc)*

### Usages et patrimoine durables De 3 à 5 M€ à l'horizon 2030

*(projet de mandat / diagnostics  
« structure » et « performance  
énergétique »)*

### Projets attractivité durable du territoire 1 M€ à l'horizon 2026

*(GRU site internet, quartier Bord de l'eau,  
aires de jeux, équipements associatifs, etc)*

**ENGAGER MALZÉVILLE  
DANS UNE DÉMARCHE DE:  
RESPONSABILITÉ  
SOCIÉTALE DES  
ORGANISATIONS - RSO**

## « Soyons le changement que nous voulons voir dans le monde »

2015 : ORGANISATION DES NATIONS UNIES

AGENDA 2030

POUR LES POPULATIONS, POUR LA PLANÈTE, POUR LA  
PROSPÉRITÉ, POUR LA PAIX ET PAR LES PARTENARIATS

*« Engager la transition du monde autour de  
17 objectifs de développement durable »*



RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE  
DES ORGANISATIONS

Club développement  
durable des entreprises et  
établissements publics

*« Contribution des  
organisations aux enjeux du  
développement durable »*

Commission européenne

*« Investir davantage dans le  
capital humain,  
l'environnement et les  
parties prenantes »*

LA  
RESPONSABILITÉ  
SOCIÉTALE DES  
ORGANISATIONS

# L'implication des collectivités dans la Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030

## La Feuille de route de France

- Agir pour une transition juste
- Transformer les modèles de sociétés
  - S'appuyer sur l'éducation et la transformation
- Agir pour la santé et le bien-être
- Rendre effective la participation citoyenne
- Œuvrer au plan européen et international

## Les évolutions réglementaires

- Règlement européen Taxonomie
  - Directive européenne CSRG
- Amendement « Cazeneuve »
  - PLF 2024



**Les collectivités au 1<sup>er</sup> rang pour intégrer à la maille territoriale l'agenda 2030 :**

**les objectifs de développement durable sont prioritairement dans leurs mains**

## Malzéville : une équipe municipale engagée



**Démocratie ouverte** : conseil municipal des enfants, conseil des sages, conseil local de la vie associative et citoyenne, budget participatif, ...



**Gestion raisonnable des espaces naturels** : zéro phyto, plan de gestion différencié des espaces, végétalisation vivace, zones non désherbées, vergers pédagogiques, ...



**Lutte contre les inégalités et la pauvreté** : progressivité des tarifs des services périscolaires, complémentaire santé communale, espaces de gratuité, accompagnement et aides financières, borne tactile, CLAS, Avec vous pour vos droits – TZNR, offre culturelle gratuite, soutien à Place à vivreS, paniers solidaires, ...



**Consommation et production responsables** : lutte contre le gaspillage alimentaire, jardins nourriciers de Mélanie et Plainchamp, fête des pains labélisée ODD, ...



**Energies propres et accessibles** : plan des sobriétés, projet de coopérative citoyenne d'énergies renouvelables, ...



**Gestion durable des espaces urbains** : voie de contournement « douce », cœur de ville en expérimentation P2M, dépollution de friches, ...

# S'approprier la boîte à outils de la RSO et s'acculturer

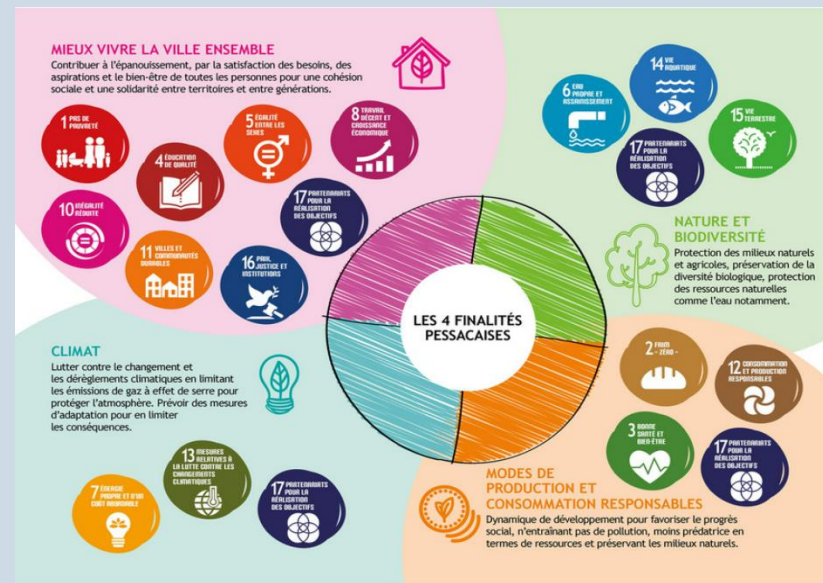
**FAIRE  
DIFFÉREMMENT  
POUR FAIRE  
MIEUX**

« Changer  
collectivement  
d'état d'esprit »

« Prendre  
concomitamment  
en compte les  
enjeux sociaux,  
environnementaux,  
économiques et  
financiers »

**Les 17 ODD de l'ONU :  
un levier de transformation**

**Les ODD de  
l'ONU :  
un levier à  
s'approprier**



**Se former pour y aller ensemble :**

- Créer une culture commune
- Prendre réellement conscience
- Apprendre à mettre en cohérence politiques publiques et ODD
- Initier une dynamique de changement



## Se changer de l'intérieur : 2024 la RSO appliquées aux finances et aux RH

### RH

- Re-donner du sens
- Re-motiver

### FINANCES

- Re-donner confiance aux citoyens
- Offrir des gages de fiabilité



### **RH : amplifier le déploiement de l'agenda social**

- Révision du protocole sur l'organisation du temps de travail
- Protection sociale complémentaire
- Sécurité au travail

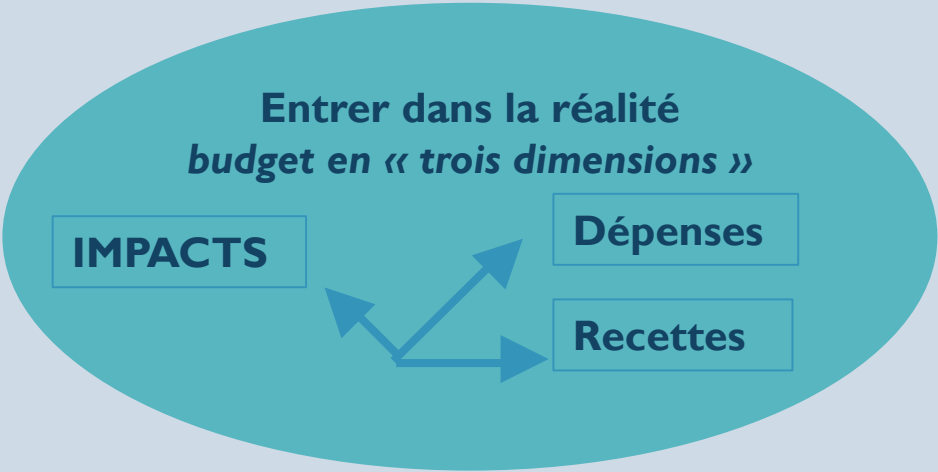
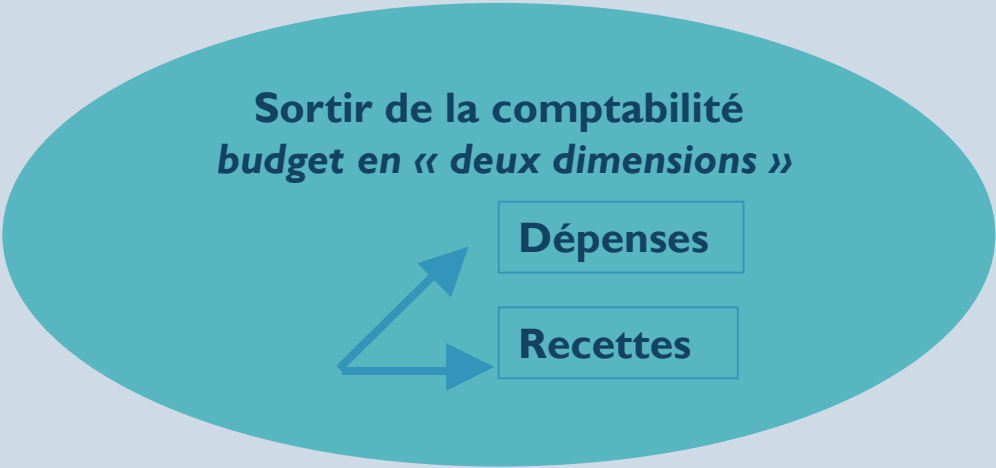


### **FINANCES : 6 chantiers engagés en 2024 – 2025**

- Délégation de signature et sécurisation des validations électroniques des flux comptables (CRC)
- Anticipation compte financier unique
- Déploiement de la comptabilité analytique et, à terme, du contrôle de gestion
- Encadrement de l'achat public : guide de la commande publique
- **PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT**
- **STRATÉGIE FINANCIÈRE DE LA COMMUNE À L'HORIZON 2026**

# Plan pluriannuel d'investissement

CHANGER DE  
GRILLE DE  
LECTURE



Lutte contre les inégalités

Usages Réemploi Sobriétés Besoins

Plan pluriannuel d'investissement

Accessibilité Rêves Projets Modulable

Partage Frugalité Local

Adaptation Attractivité Solidariétés

Ambitieux



**Soutenables, les budgets 2024 – 2026 devront permettre à la commune :**

- d'assurer le financement de sa dette et de l'ensemble de ses dépenses futures
- de concrétiser une trajectoire d'amélioration et de consolidation des ratios budgétaires et financiers

**Durables, les budgets 2024 – 2026 devront devenir :**

- des outils au service des transformations attendues dans le cadre de la responsabilité sociétale des organisations



# **Rapport sur les orientations budgétaires 2024**

## **Malzéville**

Conseil municipal du 19 février 2024

## SOMMAIRE

<b>2024, UNE ANNÉE À LA CROISÉE DES CHEMINS POUR MALZÉVILLE</b>	<b>3</b>
Une stratégie financière et budgétaire posée dès le début du mandat	3
Une stratégie qui a permis à la commune de faire face aux défis de la première partie du mandat	4
Toutefois ce socle politique et financier est désormais menacé par une conjoncture durablement difficile	6
Alors même que les besoins de financement en investissement sont ambitieux	8
 <b>UNE SECONDE PARTIE DE MANDAT POUR ENGAGER MALZÉVILLE DANS UNE DÉMARCHE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ORGANISATIONS</b>	 <b>9</b>
Anticiper plutôt que subir. Dès maintenant « soyons le changement que nous voulons voir dans le monde »	9
S'appuyer sur la boîte à outils de la responsabilité sociétale des organisations	12
Se former pour y aller ensemble	14
Se changer de l'intérieur : appliquer dès 2024 les objectifs de la RSO aux finances et aux ressources humaines de la commune	14

## 2024, UNE ANNÉE À LA CROISÉE DES CHEMINS POUR MALZÉVILLE

### Une stratégie financière et budgétaire posée dès le début du mandat

Pour permettre la mise en œuvre du projet **Malzéville, durable et solidaire** adopté à l'automne 2020, la collectivité a défini une stratégie budgétaire adossée à un travail de prospective financière engagé dès les premiers mois du mandat. Cette stratégie se décline autour de 5 priorités :

- La maîtrise des dépenses de fonctionnement
- L'optimisation des recettes
- La mobilisation volontariste et soutenable des ressources
- La consolidation des ratios financiers
- Le confortement des investissements

Cette ambition s'est ainsi concrétisée par :

- La mise en œuvre d'un plan de rationalisation des dépenses de

fonctionnement en les concentrant sur les politiques publiques à destination des habitants et le renforcement des ressources humaines

- L'obtention d'importants financements extérieurs pour les grands projets d'investissement
- La mobilisation stratégique de l'emprunt avant la forte progression des taux de la fin de l'année 2022
- La sollicitation modérée du concours des habitants à travers une hausse de la fiscalité en 2021 quand la dernière revalorisation fiscale datait de 2015 pour contribuer au financement des *nouvelles activités pédagogiques* en lien avec la réforme des rythmes scolaires (NAP)
- Enfin, l'analyse fine des besoins en investissement, notamment concernant le patrimoine immobilier, afin de définir un plan pluriannuel d'investissement

Dans le même temps un important travail de structuration budgétaire et comptable a été engagé au service d'une gestion plus performante et d'une meilleure compréhension des finances de la commune tant pas les élu-es, les services que par les citoyens, dans un souci de transparence et de démocratie financières :

- Ainsi, le budget est présenté par pôles de politiques publiques déclinées en missions pour permettre sa compréhension et son évaluation au regard des engagements pris par l'équipe municipale au moment du renouvellement général des conseils municipaux en 2020
- De la même manière, la commune a fait le choix d'anticiper le passage à la nomenclature comptable M57 dès 2023 et dans ce cadre a adopté un règlement budgétaire et financier ; outils permettant de retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités, d'améliorer la lisibilité et la qualité des comptes publics locaux et de facto de renforcer leur transparence et leur fiabilité.

## Une stratégie qui a permis à la commune de faire face aux défis de la première partie du mandat 2020 - 2026

Les premières années du mandat ont été marquées par des **événements peu communs**.

En effet, dès le lendemain des élections du printemps 2020, un confinement général a été mis en place par les autorités afin de protéger les populations de la pandémie de COVID-19 ; confinement réitéré à deux reprises avant un retour à une situation plus normale début mai 2021.

La collectivité a fait face. Ainsi les élu-es ont défini leur projet de mandat et préparé leur premier budget en même temps que les services s'organisaient. Ensemble, municipalité et administration, bénéficiant souvent du concours de bénévoles, ont accompagné les habitants et les acteurs tout au long de cette période : distribution des repas à domicile pour

les seniors et de masques aux habitants, mise en place d'une veille téléphonique, avance de subventions et/ou soutien renforcé aux associations fragilisées par les confinements, information des acteurs économiques sur les aides mises en place par l'Etat et la région, patrouilles préventives de sécurité, etc contribuant à la résilience de la commune et de ses habitants.

Par ailleurs, l'inflation des deux années 2022 et 2023 (5,2 % et 4,9 % en moyenne) - conséquence en premier lieu du redémarrage de l'économie mondiale après la pandémie, a fortement impacté les finances de la commune. Pour les seuls frais d'énergies, elle a ainsi dû absorber 500 000 € de dépenses supplémentaires au cours de cette période.

Pour autant dans ce contexte parfaitement inédit, **la stratégie budgétaire et financière définie a permis à l'équipe municipale de déployer ses ambitions** à travers la mise en œuvre du projet de mandat.

A l'appui de ces actions, les **compétences et la force de travail au sein de l'administration ont été renforcées** par la création de 4 postes en même temps que l'organisation du travail et la rémunération des agents ont été améliorées (projet d'administration, nouvel organigramme des services, télétravail, réforme du régime indemnitaire, protection sociale complémentaire, etc).

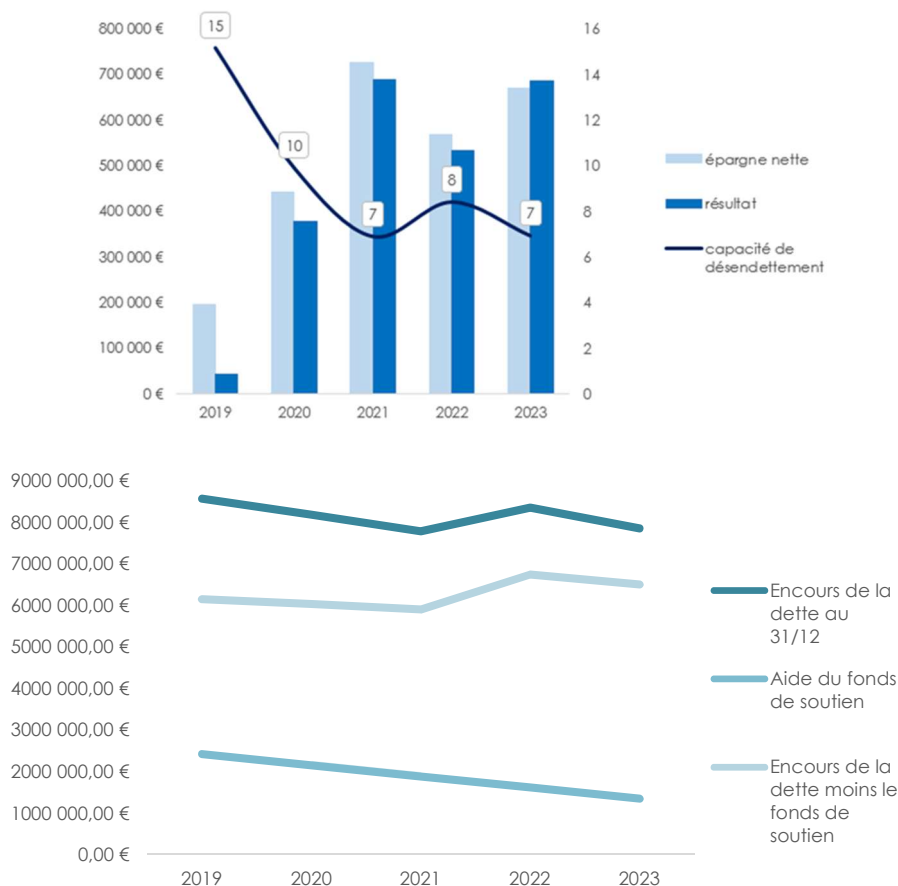
Par ailleurs, **les grands projets d'investissement du début de mandat ont été réalisés**. Ainsi la maison commune a été inaugurée en septembre 2023 et la cour de l'école Jules Ferry, mise en service à la même période, le sera aux beaux jours. Le projet de requalification de la friche Elis a également franchi les étapes de démolition et sa dépollution est en cours.

L'engagement de la municipalité a permis un **fort taux de subventionnement** de ces opérations d'investissement. Pour la maison commune le reste à charge est de 10 %, tandis que pour la désimperméabilisation – végétalisation de la cour de l'école Jules Ferry et la construction de son préau et de la rampe d'accessibilité, la ville a obtenu près de 50 % de subventions. Le partenariat avec EPFGE pour le projet Elis se traduit par une prise en charge par celui-ci de 100 % des frais de déconstruction et 80 % des coûts de dépollution. De plus, le début de mandat a été mis à profit pour préparer le plan pluriannuel d'investissement autour d'un diagnostic des besoins.

Enfin combinées, la mise en œuvre des ambitions de la commune et sa stratégie de gestion, permettent à la ville de présenter à mi-mandat des ratios budgétaires et financiers consolidés :

- l'épargne nette est ainsi passée de 196 500 € en 2019 à 670 300 € en 2023
- tandis que la capacité de désendettement a été réduite de 15 ans en 2019 à 7 ans en 2023

ÉVOLUTION DES DIFFÉRENTS INDICATEURS ENTRE 2019 ET 2023



	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'hbts	8231	8231	8392	8316	8330
Encours au 31/12	8 566 417,00 €	8 182 105,00 €	7 780 486,38 €	8 355 830,35 €	7 848 351,20 €
Soit par habitant	1 040,75 €	994,06 €	927,13 €	1 004,79 €	942,18 €
Fonds de soutien	<b>2 420 736,18 €</b>	<b>2 151 765,00 €</b>	<b>1 882 794,80 €</b>	<b>1 613 823,80 €</b>	<b>1 344 853,11 €</b>
Soit par habitant	194,10 €	261,42 €	224,00 €	194,06 €	161,45 €
TOTAL	6 145 681,00 €	6 030 340,00 €	5 897 961,58 €	6 742 006,55 €	6 503 498,09 €
Soit par habitant	732,64 €	732,64 €	702,81 €	810,73 €	780,73 €

Au 31 décembre 2023, la dette s'élevait à euros 6 503 498,09 euros (7 848 351,20 euros – 1 344 853,11 euros d'aide du fonds de soutien restant à percevoir). L'endettement par habitant était de 780,73 euros.

Le **rapport de la chambre régionale des comptes** rendu en décembre 2023 et l'**analyse des ratios financiers confortent ainsi l'équipe municipale dans sa stratégie.**



## Toutefois, ce socle politique et financier est désormais menacé par une conjoncture durablement difficile

Dans la cadre du débat sur les orientations budgétaires, l'équipe municipale a acté le fait que 2023 devait être-être « l'année des possibles : celle de l'invention des folles idées qui bâtissent le monde ».

Il s'agissait d'engager la commune dans la préparation des conditions du « pas de côté » indispensable à la mise en œuvre de solidarités plus actives, d'une attractivité renforcée et plus soutenable et de transformations écologiques profondes.

Dès lors, 2023 a été mise à profit pour établir trois analyses prospectives :

- Données de conjoncture relatives aux finances publiques locales
- Impact sur le budget de la commune à périmètre constant
- Besoins de financement en investissement pour le territoire

### Des données de conjoncture contraignantes

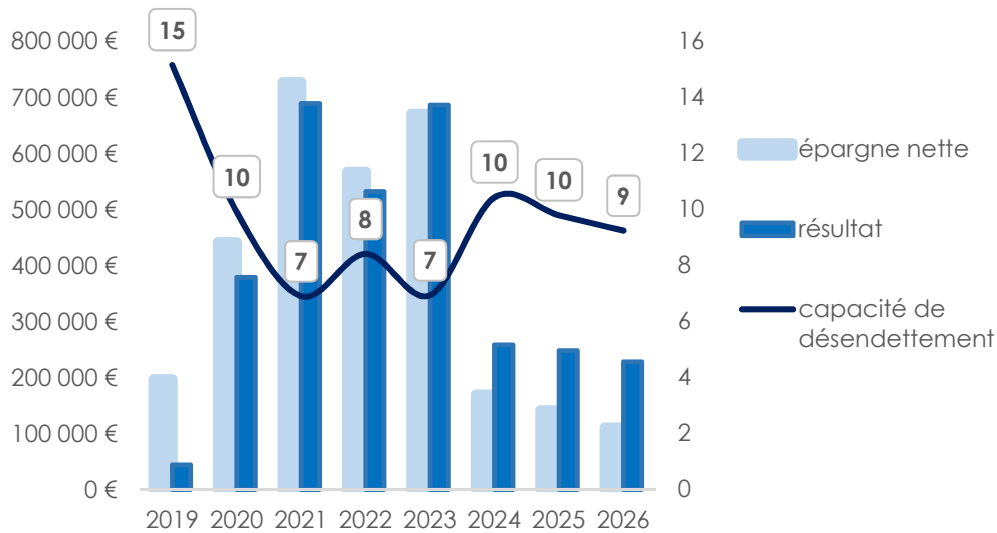
Les services de la collectivité ont été sollicités pour établir un modèle de projection des données de conjoncture pour les années 2023 à 2026 tant pour les dépenses que les recettes de fonctionnement.

Ont ainsi été pris en compte, sur la base des éléments connus (*Note de conjoncture finances locales – septembre 2023 La Poste, Rapport sur les finances publiques locales – PLF 2024, Pacte financier et fiscal MGN – février 2023*), les perspectives d'évolution suivantes :

Perspectives d'évolution des dépenses de fonctionnement 2023 – 2026 (Prospective)		Perspectives d'évolution des recettes de fonctionnement 2023 – 2026 (Prospective)	
<b>Inflation</b>	+3 % / an	<b>Fiscalité foncière</b>	
		- Reval physique	+2 % / an
		- Reval forfaitaire	+3,8 % en 2024
		- Compensations fisc	+2,5 % ann suiv
			0 %
<b>Prix des énergies</b>	-31 % en 2024 +3 % ann suiv	<b>Dotations :</b>	
		- Part forfaitaire	-1 % / an
		- DSR	+7 % / ans
		- Dot péréquation	-1 % / an
<b>Masse salariale (012)</b>	+3 % / an	<b>Droits de mutation (DMTO)</b>	0 %
<b>Prestations de service</b>	+28 % en 2024 +3 % ann suiv	<b>PFF MGN</b>	0 %
<b>Transports scolaires</b>	+22 % en 2024 +3 % ann suiv	<b>Fonds de soutien emprunts</b>	0 %
		<b>Produits du domaine</b>	0 %
		<b>Facturations presta services :</b>	
		- Périscolaire	12 %
		- Autres presta	0 %

**A périmètre constant, ces données de conjoncture limitent à court terme la capacité d'agir de la commune**

Le graphique ci-après permet de mesurer comment ces éléments de conjoncture, reportés mathématiquement et à périmètre constant sur les données budgétaires de la commune (base exercices 2020 à 2023), impacteront la stratégie financière de la collectivité d'ici la fin du mandat :



Ainsi, sans action nouvelle sur le niveau de recettes et / ou de dépenses, le résultat budgétaire annuel se dégradera, réduisant de facto l'épargne nette que peut dégager la commune. La capacité de désendettement repartira quant à elle à la hausse.

In fine, cette évolution a nécessairement un effet négatif sur la capacité d'investissement de la commune alors même que la municipalité porte haut l'ambition de transformation durable et solidaire du territoire.

	Résultat de fonctionnement	Epargne nette	Capacité de désendettement	Capacité d'investissement Moyenne/ an
2024	258 317,56 €	169 140,87 €	10	593 000,00 €
2025	247 824,02 €	141 281,40 €	10	
2026	227 914,61 €	110 257,58 €	9	

## Alors même que les besoins de financement en investissement sont ambitieux

Amélioration des équipements à destination des usagers et des acteurs, investissements au service d'usages et de l'amélioration durables du patrimoine, équipements nécessaires au fonctionnement des services, etc : le recensement des besoins appelle pourtant à la **définition d'un plan pluriannuel d'investissement (PPI) ambitieux**

### Besoins courants d'investissement 200 000 €/an

*(entretien du patrimoine, équipements espace public, fonctionnement des services, flotte automobile, convention foncière, etc)*

### Usages et patrimoine durables De 3 à 4 M€ à l'horizon 2030

*(diagnostics « structure » et « performance énergétique »)*

### Projets attractivité durable du territoire 1 M€ à l'horizon 2026

*(GRU site internet, quartier Bords de l'eau, aires de jeux, équipements associatifs, etc)*

**Si les efforts rigoureux de gestion déployés depuis 2020-2021 ont porté leurs fruits, l'ensemble des éléments de conjoncture menacent la capacité de la commune à faire face demain tant au déploiement de ses politiques publiques et de ses besoins d'investissement qu'aux défis de la transformation écologique.**

**De la même manière qu'elle a fait le choix du volontarisme politique, financier et budgétaire dès son élection, l'équipe municipale entend reposer sa stratégie à l'aube de la mi-mandat**

**UNE SECONDE PARTIE DE  
MANDAT POUR ENGAGER  
MALZÉVILLE DANS UNE  
DÉMARCHE DE  
RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE  
DES ORGANISATIONS - RSO**

**Anticiper plutôt que subir.  
Dès maintenant :  
« soyons le changement que  
nous voulons voir dans le  
monde »**

A l'invitation de Gandhi, il est proposé, dans le cadre du débat sur les orientations budgétaires 2024 et dans une logique de projection pluriannuelle jusqu'à la fin du mandat, de poser **les conditions permettant à la commune de s'engager dans la démarche de responsabilité sociétale des organisations.**

Le Club développement durable des établissements et des entreprises publiques définit la responsabilité sociétale des organisations – RSO comme la **« contribution des organisations aux enjeux du développement durable »**.

De la même manière, dans son Livre vert publié en 2001, la Commission européenne explique qu'il s'agit de **« l'intégration volontaire des préoccupations sociales et**

**environnementales des entreprises à leurs activités (...) et leurs relations avec leurs parties prenantes »**.

La commission considère ainsi qu'être socialement responsable, c'est « non seulement satisfaire pleinement aux obligations juridiques applicables, mais **c'est aussi aller au-delà et investir davantage dans le capital humain, l'environnement et les relations avec les parties prenantes** ».

La RSO est une des **traductions concrètes du programme de développement durable de l'Organisation des nations unies. Intitulé Agenda 2030 pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et par les partenariats**, il a été adopté, dès septembre 2015, par les 193 états membres. Au-delà des enjeux liés à la pauvreté, la vision de l'ONU, visant à la transformation du monde, entend engager sa transition autour de **17 objectifs de développement durables (ODD)**.

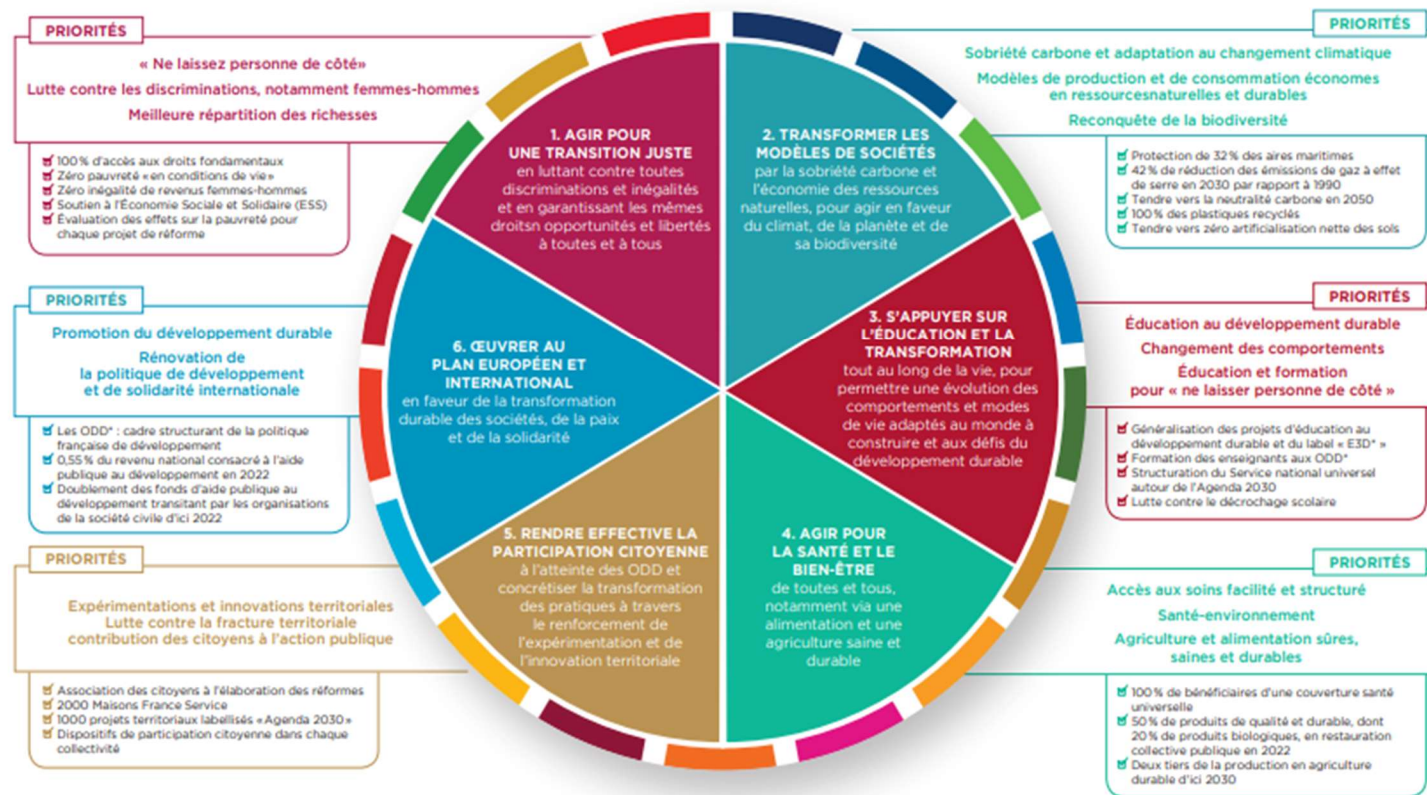
Signataire de l'agenda, la France s'est portée volontaire, lors du premier Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN), en 2016, pour présenter une revue nationale globale de mise en œuvre des *objectifs de développement durable* (ODD)<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> <https://www.agenda-2030.fr/a-la-une/actualites-a-la-une/article/feuille-de-route-de-la-france-pour-l-agenda-2030?>

## SYNTHÈSE DE LA FEUILLE DE ROUTE DE LA FRANCE POUR L'AGENDA 2030

### ENJEUX & PRIORITÉS



### MISE EN ŒUVRE

Une communauté d'acteurs engagés pour l'Agenda 2030

10 coalitions thématiques multi-acteurs

- ✓ Sensibilisation et formation des citoyens et des acteurs
- ✓ Intégration des ODD dans les dynamiques territoriales
- ✓ Prise en compte des ODD dans les stratégies d'entreprises
- ✓ Plan d'action « Science au service des ODD »

- ✓ Mobilisation des ODD dans la conception des réformes
- ✓ Développement du « budget vert » de l'État
- ✓ « Service public exemplaire » aligné sur l'Agenda 2030
- ✓ Suivi des indicateurs nationaux de l'Agenda 2030

L'Agenda 2030 : référentiel du développement durable en France

Suivi de la mise en œuvre

\* ODD : Objectifs de développement durable

\* E3D : Établissement en Démarche globale de Développement Durable

L'agenda national 2030 implique bien évidemment les **collectivités territoriales** dans cette démarche en les encourageant à intégrer à la maille territoriale et ce, aussi pleinement qu'elles le peuvent, les objectifs de développement durable. En effet, la philosophie de la décentralisation et les compétences exercées par les collectivités placent la réalisation de la grande majorité des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 dans leurs mains, notamment parce qu'elles réalisent **70 % de l'investissement public**.

Par ailleurs, au regard même des évolutions de la réglementation, **le mouvement semble irréversible** et les collectivités pourraient être amenées, à moyen terme, à s'engager obligatoirement dans une démarche de « reporting de durabilité ».

Ainsi, le règlement européen « Taxonomie » enjoint déjà les acteurs économiques et financiers à mesurer les impacts environnementaux et sociaux de leurs activités. De la même manière, la directive dite CSRD, corporate sustainable reporting directive, imposant aux entreprises de publier un reporting de durabilité est entrée en vigueur il y a plus d'un an.

De même, bien qu'il ait été rejeté lors de l'adoption du projet de loi de finances 2023, l'amendement dit « Cazeneuve » prévoyait qu'« à compter de 2024 le budget des collectivités comporte une annexe qui présente l'ensemble des dépenses selon leur caractère favorable, défavorable ou neutre sur l'environnement ».

Enfin, l'article 191 de la loi de finances 2024 impose aux collectivités la création d'une nouvelle annexe budgétaire obligatoire intitulée « impact du budget pour la transition écologique ». Celle-ci devra être annexée au CFU de l'exercice 2024. Celle-ci présentera les dépenses d'investissement qui contribuent négativement ou positivement à tout ou partie des objectifs de la transition écologique de la France.



**Démocratie ouverte** : conseil municipal des enfants, conseil des sages, conseil local de la vie associative et citoyenne, budget participatif, ...



**Gestion raisonnable des espaces naturels** : zéro phyto, plan de gestion différencié des espaces, végétalisation vivace, zones non désherbées, vergers pédagogiques, ...



**Lutte contre les inégalités et la pauvreté** : progressivité des tarifs des services périscolaires, complémentaire santé communale, espaces de gratuité, accompagnement et aides financières, borne tactile, CLAS, Avec vous pour vos droits – TZNR, offre culturelle gratuite, soutien à Place à vivreS, paniers solidaires, ...



**Consommation et production responsables** : lutte contre le gaspillage alimentaire, jardins nourriciers de Mélanie et Plainchamp, fête des pains labélisée ODD, ...



**Energies propres et accessibles** : plan des sobriétés, projet de coopérative citoyenne d'énergies renouvelables, ...



**Gestion durable des espaces urbains** : voie de contournement « douce », cœur de ville en expérimentation P2M, dépollution de friches, ...

*L'équipe municipale défend pour sa part de longue date ces valeurs de progrès et, mandat après mandat, s'attache à les concrétiser dans ses politiques publiques.*

*A l'image des nombreuses collectivités à l'international mais aussi en France comme l'Eurométropole de Strasbourg, Pessac ou encore Niort, la ville est prête à franchir le cap de l'engagement dans une démarche de responsabilité sociétale des organisations.*



## S'appuyer sur la boîte à outils de la responsabilité sociétale des organisations

Engager Malzéville dans cette démarche c'est **inviter collectivement les élu-es, les services et les habitants à définitivement changer d'état d'esprit.**

Il ne s'agit pas d'ajouter au quotidien une contrainte supplémentaire mais bien **de faire différemment pour mieux faire.**

### Comment ?

En apprenant à **prendre concomitamment en compte les enjeux sociaux et environnementaux mais aussi économiques et financiers** dans les politiques publiques de la commune, dans sa gouvernance et son fonctionnement ainsi que dans ses relations avec les acteurs pour faire les meilleurs choix possibles et contribuer ainsi au progrès social et à la protection de l'environnement.

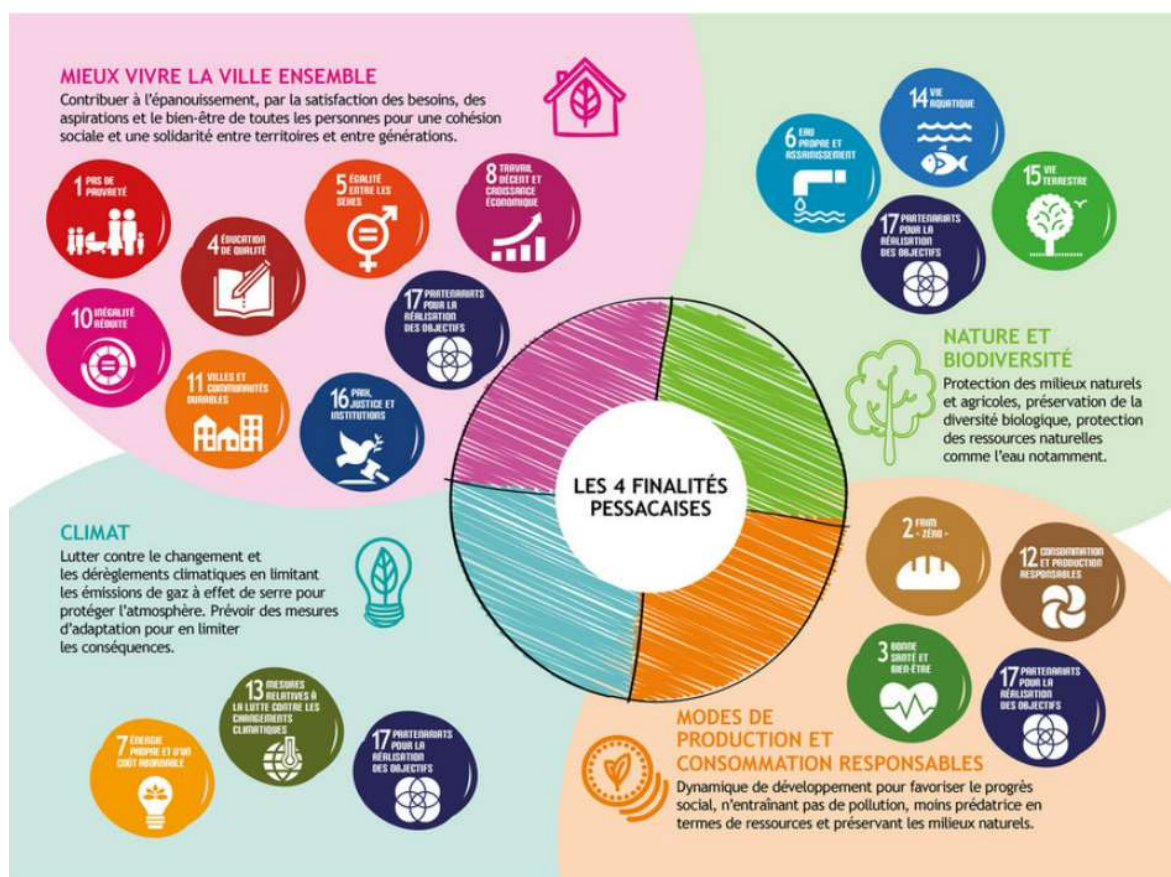
Plusieurs outils peuvent être mis à profit. Les **17 objectifs de développement durables – ODD** de l'Organisation des nations unies bien sûr. Ils apparaissent en effet comme un **vrai levier de transformation** en appelant à un **changement profond de valeurs** tournées vers les droits humains et les besoins fondamentaux des populations (accès à la santé, à l'éducation, au logement, à la nourriture, à la culture et aux loisirs, etc) en veillant prioritairement aux plus démunis. S'ils ont une **portée universelle**, ils partent des réalités des territoires et mettent en avant la notion de **gouvernance des biens communs**, tant à l'échelle de la planète qu'à celle des environnements locaux. Enfin, ils encouragent à **changer la vision des enjeux** comme des solutions en invitant à prendre en compte la complexité des interactions.



+

Pour autant, pour la municipalité il ne s'agit pas de plaquer modèles et outils tout faits, mais bien de s'appuyer sur eux pour créer une grille de lecture des politiques publiques adaptée aux besoins, aux ambitions, aux priorités, aux caractéristiques du territoire malzévillois et de tous les acteurs qui le font vivre et l'animent chaque jour.

L'exemple de l'appropriation des ODD par la commune de Pessac présentée ci-dessous illustre parfaitement cette démarche d'appropriation<sup>1</sup>.





## Se former pour y aller ensemble

Outre le fait que la responsabilité sociétale des organisations se déploie sur plusieurs années, **pour réussir, elle nécessite l'implication de l'ensemble des acteurs / parties prenantes** et surtout de **favoriser leur capacitation** à s'investir dans la démarche.

Il est donc proposé de mettre en place, au premier semestre **2024, un cycle de formations.**

Celles-ci s'adresseront à **l'ensemble des élu-es et des agents** de la collectivité mais aussi aux **acteurs qui souhaitent s'engager aux côtés de la commune** comme par exemple les citoyennes et les citoyens futurs membres de la convention citoyenne en faveur des sobriétés.

- Créer une **culture commune** aux élus sur **la crise écologique**
- Faire **prendre réellement conscience** du caractère majeur et crucial des questions écologiques
- Pouvoir **mettre en cohérence les politiques de la commune avec les objectifs de la transformation écologique**
- Initier une **dynamique de changement durable** dans la collectivité

## Se changer de l'intérieur : appliquer dès 2024 les objectifs de la RSO aux finances et ressources humaines de la commune

Les **finances et les ressources humaines constituent deux éléments stratégiques clés de toute organisation**, toute structure, qu'elles soient publiques ou privées. On parle à juste titre de ressources puisqu'ensemble elles créent les conditions indispensables à toute action.

Or, **côté ressources humaines**, selon une enquête menée en 2021 par le collectif *Nos services publics*, 80 % des agents publics disent être confrontés à un sentiment d'absurdité dans l'exercice de leur travail. Cette **perte de sens** est en rupture avec ce qu'ils étaient venus chercher dans la fonction publique, à savoir **« servir l'intérêt général »** (68 % des sondés). Au-delà de cette démotivation, les collectivités ont aussi plus de mal qu'auparavant à recruter, qui plus est les collectivités de taille moyenne comme Malzéville qui ne sont pas toujours en mesure de s'aligner sur la rémunération des administrations plus importantes.

**Côté finances**, les collectivités sont confrontées à un double enjeu. D'une part, les citoyens semblent toujours plus nombreux à faire part de leur sentiment de **perte de confiance quant à l'efficacité de la gestion de l'argent** par les pouvoirs publics. De la même manière, le **consentement à l'impôt**, pourtant inscrit dans la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen et l'un des fondements du pacte social, semble aujourd'hui fragilisé. D'autre part, l'environnement financier international s'est considérablement durci au cours des dernières décennies. Or, les collectivités, notamment parce qu'elles portent à elles seules 70 % de l'investissement public, ont besoin de recourir à l'emprunt et dans cette perspective, sont soumises à **l'obligation de présenter des gages de fiabilité**, autrement dit de bonne gestion et de bonne santé financières.

Il y a donc un **faisceau d'enjeux** ici qui **doivent trouver réponse**.

**La responsabilité sociétale des organisations** en offre pour une grande partie **l'opportunité**.

**Côté ressources humaines**, l'intérêt collectif, au coeur de la RSO, est un moyen de **redonner du sens à l'action publique et au travail des agents** et constitue donc un facteur de (re)mobilisation collective et individuelle.

De la même manière, le baromètre AFNOR performance publique durable fait de la gestion interne un des 5 piliers de la RSO. Dans cette perspective la collectivité poursuivra et / ou achèvera en 2024

plusieurs chantiers de son **agenda social** (révision du protocole sur l'organisation du temps de travail, protection sociale complémentaire, santé – sécurité au travail).

**Côté finances**, la collectivité engagera 6 chantiers en 2024.

Il s'agira dans un premier temps de mettre en œuvre les premières pistes d'amélioration mises en avant par **la chambre régionale des comptes** (délégations de signatures et sécurisation de la validation électronique des flux comptables, présentation des engagements pluriannuels envisagés). Les autres axes de perfectionnement (rapprochement entre l'inventaire et l'état de l'actif, cartographie des risques) seront engagés d'ici la fin du mandat.

Par ailleurs, le **compte financier unique** offrira une appréhension globale de la situation financière de la collectivité en permettant aux citoyens comme aux élu-es de prendre connaissance, en un seul document, de l'exécution budgétaire de l'année N-1 et de sa situation patrimoniale exhaustive.

De plus, la **comptabilité analytique** permettra d'identifier l'ensemble des coûts des services, des bâtiments et de les optimiser en jouant sur les leviers identifiés : amélioration de la commande publique, réorganisation du personnel, rénovation énergétique, etc. A terme, elle permettra à la commune de déployer un véritable **contrôle de gestion**.

2024 et 2025 seront également mises à profit pour mieux **encadrer l'achat public** au regard des objectifs de développement durable à travers l'établissement d'un guide de la commande publique.

S'ils constituent un levier puissant au service du projet de mandat, les **investissements** réalisés par la commune sont tout autant un **levier de la responsabilité sociétale des organisations**. C'est pourquoi, en transversalité avec l'ensemble des pôles, la commune définira également le **plan pluriannuel d'investissement** de la collectivité sur la base des besoins répertoriés ci-dessus. Par ailleurs, les deux AP/CP ouvertes pour la réalisation de la maison commune et de l'aménagement de la cour de l'école Jules Ferry, les deux grands projets d'investissement du début de mandat seront clôturés cette année, les projets étant achevés. Enfin, la commune ajustera en 2024 l'engagement pluriannuel relatif à l'opération « quartier du bord de l'eau » (ancien site Elis) sur la base de la structuration du projet intégrant notamment un bilan financier prévisionnel.

**Enfin, le budget 2024 posera la stratégie financière de la commune à l'horizon 2026 à l'aune du contexte présenté dans le rapport d'orientations budgétaires d'une part et des exigences des objectifs de développement durable d'autre part.**

**Soutenables, les budgets 2024 – 2026 devront ainsi permettre à la commune d'assurer le financement de sa dette et de l'ensemble de ses dépenses futures et de concrétiser une trajectoire d'amélioration et de consolidation des ratios budgétaires et financiers.**

**Durables, les budgets 2024 – 2026 devront devenir des outils au service des transformations attendues dans le cadre de la responsabilité sociétale des organisations.**